

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article1833>

# Motion de la coordination des instances du comité national

- ACTIVITE AU CNRS - INSTANCES NATIONALES CNRS - COMITE NATIONAL -

Date de mise en ligne : vendredi 27 mai 2016

---

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

---

## Recherche : l'état d'urgence n'est pas levé !!!

L'annonce brutale intervenue le 18 mai dernier de la suppression de 256 M d'euros de crédit pour la MIREs, dont 168,7 M pour la recherche et en particulier 52 M pour le CNRS (soit plus de 10 % des crédits de fonctionnement, équipement, investissement [FEI] de l'organisme ou encore 2,5% de sa masse salariale), a provoqué stupeur et consternation au sein de la communauté scientifique nationale, comme en ont témoigné la tribune de 7 Prix Nobel et une médaille Fields français, la motion de 5 conseils scientifiques d'EPST français, la motion unanime du CNESER et bien d'autres. Elle contredit radicalement les engagements pris en début d'année par le secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, et réaffirmés le 14 mars par le président de la République. Elle fait suite aux annonces de relance du programme Idex et de l'invention d'un nouvel "objet", les Instituts de convergence, financés par un appel d'offre PIA, renforçant ainsi les crédits administrés directement par le Premier Ministre au travers du Commissariat général à l'investissement, au détriment de ceux gérés par le secrétariat d'Etat à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.

La coordination des instances du comité national de la recherche scientifique demande a minima la garantie du maintien du budget voté par le parlement pour 2016. Elle relaye l'exaspération de la communauté scientifique après les diverses déclarations gouvernementales difficilement crédibles assurant depuis lundi 23 mai que le gouvernement va s'efforcer de minimiser ou annuler les effets destructeurs de cette annulation de crédits pour les organismes de recherche, alors que d'autres opérations de révision du Budget de l'Etat sont déjà programmées pour l'automne. Elle doute dans le même temps de l'intérêt de la création des nouvelles structures "instituts de convergence", tant l'expérience des financements sur projets type ANR, PIA 1ere vague et 2eme vague s'est montrée globalement déstructurant et inefficace pour les communautés scientifiques.

Elle réaffirme qu'à l'exemple de l'Allemagne, qui a doublé son budget recherche et enseignement depuis 2004, seule la croissance des budgets de fonctionnement, d'investissements et de la masse salariale des universités et des organismes de recherche est à même d'assurer l'avenir de notre pays.